



Les États-Unis soutiennent les frappes militaires de l'Inde au Pakistan

Par [Keith Jones](#)

Mondialisation.ca, 04 octobre 2016

[wsws.org](#) 1 octobre 2016

Région : [Asie](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Le gouvernement Obama a signalé son soutien aux « frappes chirurgicales » transfrontalières de l'armée indienne menées mercredi soir sur la partie du Cachemire tenue par le Pakistan.

L'attaque indienne était manifestement sans fondement juridique et très provocatrice. Des groupes de réflexion stratégique américains qualifient souvent le Cachemire contesté de plus dangereuse poudrière nucléaire du monde. Pourtant, les responsables américains s'ingénient à éviter de faire la moindre critique de l'Inde, un « partenaire stratégique global » de l'impérialisme américain et pilier de son offensive militaire et stratégique contre la Chine.

Un chœur d'anciens responsables des gouvernements Obama et Bush actuellement employés par divers groupes de réflexion militaires stratégiques louent l'action indienne et font même l'éloge de New Delhi pour sa « retenue », alors même que le gouvernement du Premier ministre BJP suprématiste hindou Narendra Modi continue de pousser l'Asie du Sud au bord d'une véritable guerre.

L'Inde affirme qu'elle a envoyé des forces terrestres, des parachutistes et des hélicoptères de combat à plus d'une demi-douzaine d'endroits jusqu'à trois kilomètres à l'intérieur de l'Azad, la partie du Cachemire occupé par le Pakistan. Elle se vante d'avoir infligé un « lourd » taux de « dizaines » de pertes aux « terroristes et à ceux qui tentent de les protéger ».

Le Pakistan, tout en contestant la version indienne des événements, concède que deux de ses soldats ont été tués et neuf blessés mercredi soir.

Ces frappes représentent un nouveau virage dangereux dans la stratégie de l'Inde vers le Pakistan. Cela est souligné par le fait qu'elles sont célébrées non seulement par le gouvernement d'extrême droite virulente de l'Inde, mais aussi par l'ensemble de l'*establishment* politique et des médias capitalistes. Ces attaques sont saluées comme la preuve d'une Inde plus forte, plus audacieuse, qui s'est libérée des chaînes de la « retenue stratégique ».

Depuis plus de quatre décennies, l'Inde n'a pas mené d'opérations militaires à l'intérieur du Pakistan. Ou, pour être plus précis, les mesures qu'elle a effectivement réalisées ont été tenues secrètes, dans le but d'éviter l'escalade d'attaques et de contre-attaques qui auraient pu rapidement mener à la guerre, voir au conflit nucléaire.

La volonté de Washington d'approuver une nouvelle posture agressive de l'Inde est tout à fait irresponsable. Elle ne fera qu'encourager New Delhi à prendre encore plus de risques militaires et stratégiques. Cela illustre le rôle très déstabilisateur joué en Asie du Sud par l'impérialisme américain et son « pivot vers l'Asie ». La poussée de Washington pour faire de l'Inde un état « de première ligne » dans son offensive pour encercler la Chine et se préparer à la guerre contre elle est particulièrement incendiaire.

Interrogés jeudi sur l'attitude de Washington envers les frappes indiennes, les responsables du gouvernement Obama ont éludé une réponse directe à plusieurs reprises. Au lieu de cela, ils ont publié des appels pour la forme aux deux parties à faire preuve de retenue et à engager un dialogue, tout en insistant sur le fait que le Pakistan devait en faire plus pour empêcher le « terrorisme » transfrontalier.

Le porte-parole du ministère américain des affaires étrangères John Kirby avait tellement envie de détourner l'attention des frappes militaires indiennes que, à un certain moment pendant sa conférence de presse, il semble avoir perdu ses moyens. Il a mal interprété une question pour savoir si les frappes indiennes constituaient le type d' « escalade » contre lequel « le ministre Kerry avait mis en garde », croyant que c'était une référence à l'attentat terroriste du 18 septembre sur la base militaire d'Uri au Cachemire indien.

Interrogé avec insistance pour savoir si les frappes indiennes constituaient une « escalade », Kirby a de nouveau esquivé la question, en suggérant, comme le fait New Delhi, que le « terrorisme » est la cause centrale des tensions indo-pakistanaïses. « Notre message aux deux côtés a été le même », a déclaré Kirby, « en termes de les encourager à améliorer la communication pour faire face à la menace [terroriste] et éviter des mesures qui augmentent les tensions. Et je [...] ne vais pas entrer dans la caractérisation de chaque étape le long du chemin ».

Il est probable que Washington a été prévenu du fait que l'Inde allait attaquer le Pakistan et a donné le feu vert à New Delhi. Dans la perspective de l'attaque de mercredi soir, il y a eu un déluge d'appels téléphoniques entre les hauts responsables américains et indiens, y compris des conversations entre le ministre américain des affaires étrangères John Kerry et son homologue indien, Sushma Swaraj, et entre la conseillère à la sécurité nationale des États-Unis Susan Rice et son homologue indien, Ajit Doval.

Ce qui est incontestable, c'est que, dans la foulée de l'abandon par l'Inde de sa « retenue stratégique » pour attaquer le Pakistan, le gouvernement Obama a signalé son soutien, même s'il juge judicieux – dans des conditions où le Pentagone reste dépendant de l'appui logistique du Pakistan pour maintenir l'occupation de l'OTAN et des États-Unis en Afghanistan – de ne pas déclarer publiquement son soutien aux frappes indiennes au Pakistan.

Les anciens responsables gouvernementaux américains ne sont pas soumis à ces contraintes et ils se pressent pour exprimer leur soutien pour une nouvelle posture militaire stratégique de l'Inde plus agressive.

Bruce Riedel, un analyste de la CIA de longue expérience et ancien conseiller militaire sur la guerre « AfPak » (en Afghanistan et au Pakistan) du gouvernement Obama, a déclaré au *Hindustan Times* que l'Inde était dans son droit d'attaquer le Pakistan, citant comme précédent les frappes illégales de drones Predator de Washington et d'autres violations de la souveraineté du Pakistan. « L'Inde peut noter que les États-Unis mènent des attaques au

Pakistan depuis plus d'une décennie pour tuer des terroristes, y compris Oussama ben Laden et le mollah Mansour (le chef des talibans afghans exécuté sommairement en mai dernier) » a déclaré Riedel.

Ashley Tellis, qui, dans le gouvernement de George W. Bush, a joué un rôle clé dans la négociation de l'accord indo-américain sur le nucléaire civile en 2008, ne fut pas moins catégorique à l'appui de l'attaque indienne. Le Premier ministre indien Modi, a-t-il dit à la *Press Trust of India*, « ne pouvait pas laisser sans réponse l'outrage à Uri ».

Tellis a salué l'action indienne comme « soigneusement mesurée ». Invoquant le prétexte clairement fabriqué de toutes pièces de New Delhi pour l'attaque, selon lequel le Pakistan était sur le point de lancer des cellules terroristes à travers la frontière, Tellis a ajouté : « Frapper les rampes de lancement terroristes était destiné à signaler que l'Inde n'a pas perdu sa liberté d'exercer des représailles, mais impute la responsabilité de la poursuite de l'escalade au Pakistan ».

John Blank, un ancien conseiller à la politique sud-asiatique à la Commission des relations étrangères du Sénat américain et actuellement analyste de la Rand Corporation, a déclaré que « toute critique américaine de l'Inde pour une action transfrontalière aurait semblé hypocrite, « compte tenu de sa propre » frappe chirurgicale contre Obama ben Laden à Abbottabad (Pakistan) ».

Blank a signalé l'importance de l'appel téléphonique de mercredi soir entre les conseillers indien et américain de la sécurité nationale. « L'appel téléphonique entre Ajit Doval et Susan Rice [...] a enrôlé les États-Unis pour aider à prévenir une contre-attaque pakistanaise ».

Pendant la Guerre froide, le Pakistan était un allié clé des États-Unis. Washington a équipé son armée et l'a encouragée dans sa rivalité militaire et stratégique réactionnaire avec l'Inde, qui, après 1971, était officiellement alliée à l'Union soviétique par un « Traité de paix, d'amitié et de coopération ».

Les États-Unis ont sous-traité aux renseignements pakistanais la formation des *moudjahidin* afghans et des forces fondamentalistes arabes alliées qu'ils ont utilisées dans les années 1980 pour saigner l'Union soviétique dans une guerre par procuration en Afghanistan, tout en soutenant au maximum le dictateur islamiste Zia ul-Haq du Pakistan.

Mais depuis le début de ce siècle, Washington a cherché à renforcer l'Inde en tant que contrepoids à la Chine, et depuis qu'Obama a lancé le « pivot vers l'Asie » en 2011, les États-Unis cherchent à faire de l'Inde le quatrième pilier d'une alliance anti-Chine aux côtés de leurs principaux alliés d'Asie-Pacifique, le Japon et l'Australie.

S'appuyant sur le « partenariat stratégique global » indo-américain forgé par le gouvernement précédent dirigé par le Parti du Congrès, le régime BJP au pouvoir depuis 28 mois a, pour le grand plaisir de Washington, considérablement élargi l'intégration de l'Inde dans le « pivot ». Cela comprend l'adoption de l'attitude provocatrice du gouvernement Obama par rapport à la mer de Chine du Sud, l'élargissement des liens bilatéraux et trilatéraux avec le Japon et l'Australie, et la permission donnée à l'aviation et aux navires de guerre américains de faire un usage systématique des bases indiennes pour le ravitaillement, la réparation et le déploiement avancé de matériel de guerre.

En conjonction avec ce changement, le gouvernement Modi a poursuivi une politique plus

agressive contre le Pakistan et la Chine. Il a mis au point de vastes liens économiques en Asie du Sud, afin de s'affirmer comme la puissance hégémonique régionale. Cela a impliqué des initiatives diplomatiques et politiques, ainsi que d'importants nouveaux achats d'armes et des déploiements militaires agressifs aux frontières.

Face à la menace grandissante de l'alliance indo-américaine, Pékin et Islamabad ont renforcé leurs propres liens stratégiques établis de longue date.

Déjà, au premier anniversaire de l'arrivée au pouvoir du gouvernement Modi, le précité Riedel a fait remarquer que « le système d'alliances bipolaire en Asie du Sud s'est durci [...] les États-Unis et l'Inde sont plus proches, et la Chine et le Pakistan se sont beaucoup plus rapprochés ».

Un élément clé de cette évolution est le Corridor économique sino-pakistanaï (CPEC), un réseau de projets ferroviaires, routiers, pipelines et énergétiques à 46 milliards de dollars reliant l'ouest de la Chine au port pakistanaï de Gwadar en mer d'Arabie.

L'Inde monte une campagne très médiatisée contre le CPEC car il fournira un énorme coup de pouce économique au Pakistan, ce dont il a désespérément besoin, et parce qu'elle craint que Gwadar finisse par servir de base dans l'océan Indien pour la marine chinoise.

Les États-Unis ont laissé à l'Inde la tâche de faire campagne publiquement contre le CPEC, au motif que le CPEC va passer à travers des parties de l'ancien État princier de l'Empire britannique du Jammu-et-Cachemire, que l'Inde revendique comme faisant partie de droit de son territoire. Mais il ne fait aucun doute que Washington considère également le CPEC comme une menace stratégique, car il permettrait à Pékin de contourner les plans américains d'imposer un blocus économique sur la Chine en utilisant des goulots d'étranglement de l'océan Indien et de la mer de Chine méridionale dans l'éventualité d'une guerre ou d'une crise risquant d'évoluer en guerre.

Le soutien de Washington pour les frappes indiennes de mercredi sur le Pakistan implique plus que le désir de consolider son alliance avec l'Inde. Ses relations avec le Pakistan sont très dégradées et de plus en plus caractérisées par l'amertume et la suspicion, en partie à cause de la tentative d'Islamabad de s'assurer leur mot à dire dans tout règlement politique de la guerre en Afghanistan en conservant des liens avec des sections des talibans, en particulier le réseau Haqqani. Mais il y en a d'encore plus fondamentaux : ce sont les liens étroits du Pakistan avec la Chine, la puissance que Washington a identifié comme étant le principal obstacle à la domination américaine de l'Eurasie.

Keith Jones

Article paru en anglais, WSWW, le 1 octobre 2016

La source originale de cet article est www.wsws.org

Copyright © [Keith Jones](http://www.wsws.org), www.wsws.org, 2016

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca